

1940. Entrer en résistance.

Comprendre, refuser, résister

Les événements survenus en 1940 font, de cette année, l'une des plus noires de l'histoire de la France à l'époque contemporaine. Une défaite militaire qui tourne en débâcle et l'exode, la faillite des élites et le choix de l'armistice, l'occupation du territoire et l'avènement d'un régime autoritaire qui collabore avec le vainqueur. La défaite, l'effondrement et l'avènement du régime de Vichy se sont pourtant accompagnés de formes de résistance et d'opposition importantes au cours de l'année 1940 qui, selon leurs caractéristiques et leur intentionnalité, incarnent trois comportements différents : comprendre, refuser, résister¹.

« Tout se joue dans les commencements »². Comprendre, refuser, résister : ces trois attitudes convergentes décrivent, d'abord et pour toujours, ce que fut le général de Gaulle en mai-juin 1940. Comprendre ce qui se joue, refuser l'armistice, poursuivre la lutte et remettre dans la guerre les Français, puis la France. De nombreuses trajectoires montrent aussi une forme de gradation logique de ces trois comportements : ainsi de Jean Moulin, qui adopte une attitude de refus en juin 1940, avant de devenir résistant un an plus tard, après avoir été révoqué de son poste de préfet. Il en va de même de nombreux lycéens ou étudiants parisiens, comme les cinq martyrs du lycée Buffon pour lesquels la participation à la manifestation du 11 novembre 1940 a constitué un moment fondateur, avant de rejoindre la Résistance organisée.

Si la Libération, la victoire contre le nazisme et l'épuration ont permis à la communauté nationale de laver les humiliations de 1940, tandis que la vision gaullienne de la période s'imposant dans les années d'après-guerre permettait de refouler le « trauma » de la défaite et les compromissions d'un pays faisant le choix de la collaboration au profit d'une France n'ayant cessé de combattre et de résister derrière le chef de la France libre, le tournant des années 1970 a connu un nouveau regard, plus accusateur, insistant sur la faillite du pays tout entier en 1940 et soulignant la passivité, voire la lâcheté d'une société acceptant dans sa très grande majorité l'armistice et apportant un soutien massif au régime de Vichy et à son chef, le maréchal Pétain.

Le documentaire de Marcel Ophuls de 1969, *Le Chagrin et la Pitié* a grandement participé à diffuser cette vision, comme l'a montré Pierre Laborie³. La révolution historiographique initiée par l'historien américain Robert Paxton a également à sa façon contribué à alimenter ce regard nouveau, en plaçant le curseur sur le régime de Vichy et ses nombreux soutiens au sein de la société plutôt que sur la France résistante⁴. Depuis plusieurs années, les historiens s'efforcent de proposer une vision plus nuancée et moins manichéenne des événements de l'année 1940 en sortant de la caricature consistant à proposer d'un côté l'image d'une France qui aurait résisté dès l'appel du général de Gaulle, dès l'armistice, dès l'occupation, aux Allemands et à Vichy, et de l'autre celle d'un pays qui n'aurait pas combattu militairement, qui aurait accepté son sort sans manifester aucune forme d'opposition, qui se serait « accommodé » de la défaite, de l'occupation, d'un nouveau régime.

¹ Laurent Douzou et Tristan Lecoq (dir.) *Enseigner la Résistance* Paris, Canopé 2016

² Paul Valéry « La crise de l'esprit » in *Europes de l'Antiquité au XXème siècle* Londres, Athenæus, avril-mai 1919

³ Pierre Laborie *Le chagrin et le venin* Paris, Bayard 2011

⁴ Robert O. Paxton *La France de Vichy 1940-1944* Paris, Seuil 1972

S'interroger sur l' « entrée » en résistance, c'est s'inscrire dans ce mouvement des historiens qui l'écrivent, de l'histoire qui en trace le cadre, du présent qui en porte, encore, la marque. Une histoire collective, une histoire individuelle, une histoire toujours en friche⁵. Comprendre, refuser, résister.

L'effondrement et le sursaut : les silences et les refus

Les Français n'ont pas refusé de « ... mourir pour Dantzig » et l'ampleur de la défaite de 1940 ne doit pas occulter qu'officiers, sous-officiers, officiers mariniers, soldats, marins et aviateurs de carrière ou de réserve ont, dans leur grande majorité, fait leur devoir, se battant jusqu'à la dernière cartouche. Des actions héroïques ont d'ailleurs pu être saluées par les Allemands, qui rendent les honneurs militaires aux soldats français de la garnison de Lille, ou bien aux élèves-officiers de cavalerie, les « cadets » de Saumur, tandis que l'armée des Alpes repoussait victorieusement en juin l'offensive italienne, y compris après l'appel à cesser le combat de Pétain du 17 juin 1940.

Les travaux de Pierre Laborie ont permis d'insister sur les « zones grises », les « ambivalences », le « penser double » qui sont à l'œuvre en France dès 1940. Il peut arriver par exemple de soutenir le maréchal Pétain en même temps que de s'opposer à l'occupation et à la collaboration et de souhaiter préparer la « revanche »⁶. Ceux de Julian Jackson ont mis en valeur un certain nombre d'oppositions et de refus qui se manifestent au moment même de la défaite⁷, tandis que ceux de Julien Blanc montrent que la Résistance dans sa forme organisée est née assez tôt en zone occupée, dès l'été et l'automne 1940, et n'apparaît pas totalement coupée de la société française⁸. Il n'en demeure pas moins qu'au sein du personnel politique, des élus, des partis, les lignes peuvent être tracées au regard de l'histoire. Ainsi du parti communiste, lié à l'URSS et à l'Allemagne par le pacte germano-soviétique du 23 août 1939. Ainsi de l'armistice qui n'est pas neutre, de Vichy qui n'est pas souverain, de la collaboration qui devient militaire.

Cette résistance n'a, en ces moments des débuts, que bien peu de liens avec celle d'une France combattante incarnée à Londres par le général de Gaulle. Sa diversité et des positionnements parfois divergents par rapport à l'attitude à adopter à l'égard de Pétain et de Vichy font également qu'il conviendrait mieux de parler de « résistances » au pluriel, plutôt que de « Résistance » au singulier, terme unique que l'on peut réserver à la période de la tension vers l'unification des résistances intérieures, et dont le moment historique est en quelque sorte défini par le 27 mai 1943 et la première réunion du CNR par Jean Moulin.

Aborder les différentes formes d'opposition qui se manifestent en 1940 conduit par conséquent à affiner les analyses et à sortir de l'opposition classique mais trop simpliste entre « collaboration » et « résistance ». La Résistance n'existe ainsi quasiment pas en métropole au début de l'occupation allemande et doit être inventée. L'histoire comme les mémoires des deux occupations, celle de 1870-1871 et celle de 1914-1918, doivent être questionnées pour comprendre ce qu'il en reste chez les Français, mais les contextes n'ont rien de comparable.

⁵ Julien Blanc et Cécile Vast *Chercheurs en Résistance. Pistes et outils à l'usage des historiens* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014

⁶ Pierre Laborie *Le chagrin et le venin* Paris, Bayard 2011

⁷ Julian Jackson *La France sous l'occupation 1940-1944* Paris, Flammarion 2004

⁸ Julien Blanc *Au commencement de la Résistance. Du côté du Musée de l'Homme 1940-1941* Paris, Seuil 2010

La France se distingue par ailleurs en la matière de certains pays comme la Pologne, la Yougoslavie ou la Grèce où les conditions de la défaite, le régime imposé par les Allemands ou les Soviétiques mais aussi l'existence d'une tradition de lutte militaire contre des puissances occupantes font que la résistance se révèle immédiate.

L'opinion publique est sous contrainte. Disparition des partis, des syndicats, de la presse d'opinion. Distance vis-à-vis d'un régime républicain qui, contrairement à la Grande Guerre, n'a pas tenu, alignement des communistes sur Moscou à la suite du pacte germano-soviétique, culte du Maréchal et adhésion plus ou moins forcée à la « Révolution nationale ».

Les premiers résistants se constituent en petites unités, en cercles restreints, à partir de connaissances personnelles, professionnelles ou politiques, ou bien encore religieuses. Rédaction d'articles, distribution de tracts, filières pour partir ou se sauver. Au nord, la situation est critique, au sud les premiers résistants sont bien seuls. Les premières opérations en zone occupée ont pour objectif de recueillir des renseignements. Elles trouvent en France de rares relais dans les premiers réseaux⁹.

En France, ceux qui veulent faire « quelque chose » contre l'occupation ne deviennent ainsi pas immédiatement des « résistants », à moins de rejoindre Londres où se mettent en place autour du général de Gaulle les structures d'une France en exil qui souhaite continuer la lutte aux côtés de la Grande-Bretagne. Comme ont pu le souligner plusieurs historiens de la période qui se sont efforcés de définir le concept de Résistance, le fait de « résister » nécessite un certain nombre d'éléments qui sont rarement réunis en 1940 : il faut avoir conscience de lutter clandestinement contre l'occupation du pays par le régime nazi avec l'aide du régime de Vichy et inscrire cette lutte dans une action plus large, sans se limiter à quelques gestes isolés et sans lendemain, en participant à des structures clandestines et en acceptant leur fonctionnement¹⁰. Résister, c'est s'engager et donner un sens à son action.

Si l'on applique très strictement cette définition, il n'y a que très peu de résistants en 1940 en l'absence de structures et d'organisations qui permettraient de donner à la fois un cadre et un sens à leur engagement. Surtout, l'avenir n'est pas encore écrit, notamment par rapport à la stratégie du régime de Vichy et de son chef, le maréchal Pétain, dont certains peuvent croire de façon sincère qu'il prépare en sous-main la revanche. Cela ne signifie pas pour autant que les oppositions n'existent pas. De nombreux actes de refus et de désobéissance spontanée se développent en effet au cours de l'été 1940. Ces actes de refus, s'ils relèvent d'initiatives individuelles et dispersées, n'en disposent pas moins d'une forte dimension symbolique.

Parmi ces actes figurent les sabotages et les attaques isolées menées contre les troupes d'occupation lors de leur installation. Ils s'inscrivent davantage dans le cadre de la bataille de France finissante plutôt que dans la construction d'une résistance future. La plus connue de ces actions est celle d'Etienne Achavanne, ouvrier agricole qui sabote en solitaire le 20 juin 1940 les lignes téléphoniques reliant la base aérienne de Boos à la *Feldkommandantur* de

⁹ Laurent Douzou « Usages de la presse clandestine dans la Résistance française », in Bruno Curatolo et François Marcot (dir), *Ecrire sous l'occupation ? Du non-consentement à La Résistance, France-Belgique-Pologne, 1940-1945* Rennes, Presses universitaires de Rennes 2009 et Sébastien Albertelli *Les services secrets de la France libre. Le bras armé du général de Gaulle* Paris, Nouveau Monde éditions et ministère de la défense, 2012

¹⁰ Pierre Laborie « Définir la Résistance : illusoire ? Nécessaire ? » in Laurent Douzou et Tristan Lecoq (dir.) *Enseigner la Résistance* Paris, Canopé 2016 p. 115-122

Rouen. L'enquête menée par l'occupant aboutit à l'arrestation d'Achavanne sur dénonciation, trois jours plus tard. Condamné à mort pour sabotage par un tribunal militaire allemand le 28 juin, il est fusillé le 4 juillet 1940 près de Rouen, au lieu-dit *La Maison hantée*¹¹.

Il n'est pas le seul. La consultation des archives allemandes et des rapports établis par les *Feldkommandanturen* au cours des premières semaines de l'occupation démontrant que ce genre d'actions (sabotages, tirs isolés sur des patrouilles allemandes) existe dans de nombreuses régions. La diffusion de tracts réalisés de façon artisanale ou la multiplication des inscriptions contre l'occupant constitue également une caractéristique importante de la période.

Il convient également de compter au nombre de ces actes de refus celui de ces savants français de l'équipe de Frédéric Joliot, qui réussissent à exfiltrer un stock d'« eau lourde » vers la Grande-Bretagne en juin 1940, pour poursuivre les travaux entrepris en France sur les possibles applications de l'énergie atomique, et qui constituèrent le groupe des atomiciens de la France libre¹², comme ceux de certains militaires qui, souhaitant poursuivre le combat, se livrent à des caches d'armes et de matériel en 1940, enfreignant ainsi les conditions du traité d'armistice, ou bien encore les époux Hackin, archéologues ralliés au général de Gaulle le 5 juillet 1940, de l'Afghanistan où se trouvent leurs chantiers¹³.

Enfin, l'action la plus symbolique reste peut-être celle du préfet de Chartres, Jean Moulin, qui refuse d'obéir à une injonction des autorités d'occupation lui demandant de signer un document qui accuse des tirailleurs sénégalais de s'être livrés à des exactions sur la population civile. Menacé et violenté par les Allemands, Jean Moulin tente de se suicider pour ne pas se déshonorer en signant un tel papier sous la contrainte du vainqueur. S'il s'agit d'un acte de refus, il ne s'agit pourtant bien dans ce cas précis en aucune façon de « résistance » dès lors que Jean Moulin ne quitte pas son poste de préfet, ce qui l'amène à la fois à servir Vichy et à accepter les conditions de l'armistice selon lesquelles l'administration française doit coopérer avec les autorités d'occupation. Il est révoqué en novembre 1940.

Le sens d'une résistance française : l'appel et le salut

Le général de Gaulle lance le 18 juin l'appel célèbre, alors que les conditions de l'armistice ne sont pas connues, que le gouvernement britannique n'a pas rompu avec le gouvernement français, que les ministres britanniques eux-mêmes sont partagés sur la ligne à suivre. L'appel, délibérément court, se veut rationnel : la France, avec son Empire demeure une force essentielle ; l'Angleterre « tient la mer » ; « l'immense industrie des Etats-Unis » rentrera dans le jeu, parce que « cette guerre est une guerre mondiale ». C'est aussi un appel calculé. Si l'on sait que Pétain demande l'armistice, nul ne sait quel pouvoir va se mettre en place en France. C'est donc sur le terrain de la lutte et aux combattants qu'il s'adresse. Pas de ligne de partage politique ou idéologique, ni même militaire. C'est trop tôt. De Gaulle prend cependant date, en désignant les responsables de la défaite : « Les chefs qui, depuis de longues années, sont à la tête des armées françaises ».

¹¹ Alain Alexandre *Résistance et libération à Rouen. De juin 1940 à septembre 1944* Rouen, éditions Agglomération de Rouen, collection « Histoire(s) d'agglo » numéro 24, 2004 p.8

¹² Céline Jurgensen et Dominique Mongin (dir.) *Résistance et dissuasion. Des origines du programme nucléaire français à nos jours* Paris, Odile Jacob 2018

¹³ Pierre Cambon, Vincent Giraudier et Wladimir Trouplin *De l'Asie à la France libre. Joseph et Marie Hackin, archéologues et compagnons de la Libération* Paris, Liénart éditions 2018

Un mot, un seul, dans cet appel, éclaire le présent et l'avenir : « résistance ». Nulle connotation militaire ou politique, mais une posture morale. C'est cette posture morale qui inspire, de 1940 à 1944, De Gaulle et ceux qui le suivent, dans la France libre et dans la Résistance. C'est cette posture qui donne, par avance, la signification des années qui viennent. Moment assez rare dans l'histoire, pour qu'on y insiste. Il s'agit bien de la rupture d'un destin et d'un geste de fondation qui s'apprête à bouleverser autant le cours de la guerre que sa propre vie, marquant ainsi l'identification entre l'acte résistant et l'homme. Le refus de l'armistice et de la capitulation, c'est De Gaulle résistant et s'arrachant, par là-même, à ses origines, à son état d'officier, à sa carrière pour entrer dans la rébellion, dans l'indiscipline, dans la pleine conscience d'un individu qui fait le choix de cette conscience et de sa liberté face au collectif et aux corps constitués¹⁴.

Si le discours du 18 juin n'est pas encore un discours politique, c'est déjà un discours de liberté, c'est-à-dire « un système de courage » comme l'écrivait Charles Péguy. Il est à la fois une anticipation et un calcul. Anticipation des conditions terribles et dégradantes de l'armistice. Calcul sur le choix que l'Empire, et surtout l'Afrique française du nord (AFN) pouvait faire de continuer le combat. Ce n'est que lorsque les conditions de l'armistice sont connues, le 21 juin, et notamment celles relatives à la flotte de guerre française, que le Cabinet de guerre britannique ratifie, en quelque sorte le choix du Premier ministre : De Gaulle s'est engagé, il sera soutenu. Cela s'entend et se comprend lors de son discours du 22 juin.

C'est et ce n'est que dans ce contexte que s'explique la reconnaissance du général devenu politique en qualité de « chef de tous les Français libres, où qu'ils se trouvent » le 28 juin, par le gouvernement de Sa Majesté et les débuts de la France libre, « ces hommes partis de rien », selon la belle expression de René Cassin. L'acte fondateur de la France libre, le 28 juin, rassemble en une unique autorité tout acte de résistance. Il n'empêche : au soir de l'Appel, l'homme du 18 juin n'est encore qu'un homme seul, même s'il peut compter sur le soutien de Churchill. Dans les semaines qui suivent, il s'emploie donc à tenter de rallier à lui les différents territoires de l'Empire et les forces françaises présentes en Grande-Bretagne, avec un résultat le plus souvent médiocre.

Le Général ne parvient pas à réunir les personnalités que lui réclame le Premier ministre britannique pour constituer un Comité national, censé représenter les intérêts français. La volonté de De Gaulle de constituer, à Londres, un pouvoir politique français qui soit, « ... pour les hommes libres et au regard des alliés, l'autorité légitime de la France », est jugée inopportune par un Jean Monnet, un Alexis Léger ou un Charles Corbin, ambassadeur de France en Grande-Bretagne. Le 28 juin, Churchill prend acte de cet échec et déclare à De Gaulle : « Vous êtes seul ? Eh bien, je vous reconnais tout seul ! », « Chef de tous les Français libres ». Le 7 août, l'accord de *Chequers*, préparé par René Cassin et signé par les deux hommes, accorde au mouvement français libre le caractère d'un gouvernement régulier en devenir.

Dans l'Empire, devant les termes des armistices franco-allemand et franco-italien des 22 et 24 juin 1940, la grande majorité des chefs militaires français finissent par rentrer dans le rang. Un gouvernement français et une autorité maintenue par l'armistice sur l'ensemble du pays, le contrôle de l'Empire colonial, une flotte de guerre intacte dont le chef, l'amiral Darlan,

¹⁴ Tristan Lecoq (dir.) *Enseigner De Gaulle* Paris, Canopé 2018

devient ministre du Maréchal, qui sont préservés : autant de facteurs d'explication auxquels s'ajoutent la personnalité de celui qui a fait « ... don de sa personne à la France »¹⁵.

À la date du 15 août 1940, seuls 2 721 volontaires ont signé un engagement dans la « Légion De Gaulle », sur une quarantaine de milliers de Français expatriés ou réfugiés en Grande-Bretagne. Le légalisme, la discipline, le soulagement aussi devant la fin des combats, et l'espoir de retrouver bientôt leur famille, l'emportent chez la plupart. Parmi ceux qui font le choix de la « dissidence », on ne compte que 900 hommes de la 13^e demi-brigade de Légion étrangère, quelques chasseurs alpins du corps expéditionnaire français en Norvège, des fantassins, des marins, des aviateurs.

Bien peu de monde, en vérité. Tous ont en commun une forme d'arrachement individuel face au collectif, une forme d'indiscipline vis-à-vis de l'autorité, un acte de rupture par rapport à leur milieu, à leur éducation, à leur carrière. Ce temps historique des commencements peut être ainsi le temps de l'interrogation du pédagogue. Qu'est-ce que « résister » ? Si l'analyse des historiens privilégie le plus souvent les modes d'actions pour répondre à la question, la relation de l'action au sens est essentielle. Résister, c'est donc agir et donner du sens à son action. Ainsi en est-il du capitaine Philippe de Hauteclocque en 1940, après une brillante campagne de France, refusant la défaite, brisant le lien qui l'attache à l'armée, à ses traditions et à ses contraintes, en homme libre, il prend la décision de rejoindre le général de Gaulle. Hauteclocque devient Leclerc¹⁶.

La France, l'Europe, le Monde : résister après la défaite

Enseigner l'histoire de la Résistance par l'entrée en résistance. Evoquer les circonstances, le moment historique, la construction personnelle, comme autant d'éléments ni pré-déterminants, ni déterminants, mais comme des ouvertures, des possibles, reconstituant par là-même l'essentielle humanité des acteurs. Quand, pourquoi, comment dire « non » ? Ce n'est pas une question purement théorique. Elle débouche sur l'honneur, sur la menace, et sur la mort, peut-être. Elle est affranchissement, mais elle est aussi mise en danger de soi et d'autrui. Elle permet, enfin et surtout, d'appartenir à soi-même. On évoquera ainsi, à titre d'exemple et dans ce contexte, l'attitude de l'Inspecteur général de l'Instruction publique Gustave Monod qui, refusant d'appliquer le statut des Juifs du 3 octobre 1940, expose clairement sa position au recteur de Paris, Jérôme Carcopino : "...je n'adhère ni au statut des Juifs, ni à l'épuration que paraît exiger une récente circulaire. S'il s'agit de contrainte allemande, alors nous avons à (...) prendre notre part respective de l'humiliation commune (...). S'il s'agit au contraire d'un ordre nouveau, français et universitaire, alors je ne dissimule ni mes réserves ni mes réticences"¹⁷. Il est démis de ses fonctions. Comprendre, refuser, résister¹⁸.

¹⁵ un exemple de l'attitude d'un proconsul impérial nommé par la III^{ème} République et rallié à Vichy dans les semaines de juin-juillet 1940, l'amiral Georges Robert : Jean-Baptiste Bruneau *La marine de Vichy aux Antilles, Juin 1940-juillet 1943* Paris, Les Indes savantes 2014 et Odile Girardin-Thibeaud *Les amiraux de Vichy* Paris, Nouveau Monde éditions et ministère de la défense 2016

¹⁶ *Le général Leclerc vu par ses compagnons de combat* Paris, Alsatia 1948, André Martel *Leclerc. Le soldat et le politique* Paris, Albin Michel 1998, Christine Levisse-Touzé *Du capitaine de Hauteclocque au général Leclerc Actes du colloque des 19-21 novembre 1997* Paris, éditions Complexe 2000 et Olivier Forcade « Du capitaine de Hauteclocque au général Leclerc » in *Vingtième siècle Revue d'histoire* numéro 58 Paris, 1998 pp. 144-146

¹⁷ Lettre de Gustave Monod à Jérôme Carcopino, recteur de Paris, le 23 novembre 1940 in Claude Singer *Vichy, l'Université et les Juifs* Paris, Société d'édition les Belles Lettres, 1992 p.192

¹⁸ Tristan Lecoq *Gustave Monod Une certaine idée de l'Ecole Sèvres*, Centre international d'études pédagogiques, 2009 et « L'Inspecteur général qui a dit non » in *L'Histoire*, numéro 357, octobre 2010 p. 36-37

Si des actes de refus sont menés de façon individuelle et isolée, des manifestations plus collectives se développent également à partir de l'automne 1940, démontrant que la société française ne reste pas totalement passive face à l'occupant, même si la participation à ces protestations peut se révéler sans lendemain, ne s'accompagne pas forcément d'un engagement résistant, s'apparente aussi à ce « non-consentement » signifié par Pierre Laborie. Elles n'en démontrent pas moins que de nombreux Français sont conscients, patriotes et anti-allemands en 1940 et n'hésitent pas à le faire savoir¹⁹.

La plus importante des protestations collectives est celle de la jeunesse parisienne qui, sans véritablement répondre à un mot d'ordre venu de Londres, n'hésite pas à braver l'interdiction faite par l'occupant de manifester à l'occasion de la commémoration de l'armistice de 1918. Le 11 novembre 1940, plusieurs milliers de lycéens et étudiants défilent sur les Champs-Élysées en arborant des symboles patriotiques et en chantant la Marseillaise. Ce même 11 novembre, dans d'autres villes de France ont également lieu des manifestations silencieuses, certes moins retentissantes que celle de Paris, mais qui n'en montrent pas moins une volonté de protester contre l'occupation et la loi du vainqueur.

Parmi ces manifestations collectives se trouvent également les manifestations dites de ménagères qui se développent au cours de l'hiver 1940-1941. En dénonçant le mauvais état du ravitaillement, ces manifestations constituent également une façon de critiquer les pillages de l'occupant ou l'incapacité du régime de Vichy à satisfaire les besoins vitaux de la population.

La Résistance n'en commence pas moins à se développer et à se manifester en métropole sous ses formes pionnières dès les derniers mois de 1940 et le début 1941 avec l'émergence des premiers réseaux et des premiers mouvements : « Musée de l'Homme » de Boris Vildé, « Défense de la France » de Philippe Viannay en zone occupée, « Liberté » de François de Menthon, le « Mouvement de libération nationale » de Frenay, « Franc-Tireur » de Jean-Pierre Lévy, « Libération » de d'Astier de la Vigerie en zone sud. La publication des premiers journaux clandestins au cours de cette période constitue une étape cruciale dans la maturation de la Résistance car elle permet de lui donner une dimension concrète, encourage sa structuration et établit des liens avec l'ensemble de la société du fait de leur diffusion.

Si « la France libre fut africaine »²⁰, seuls quelques territoires, périphériques et peu peuplés, manifestent leur volonté de demeurer aux côtés de l'allié britannique dans la guerre à l'été et à l'automne de 1940 : Nouvelles-Hébrides le 20 juillet, Établissements français d'Océanie le 2 septembre, comptoirs français des Indes le 9, Nouvelle-Calédonie le 19. L'apport principal vient de l'Afrique équatoriale française (AEF) et du Cameroun, qui, à la suite du Tchad du gouverneur Félix Éboué, proclament leur ralliement à la France libre lors des Trois Glorieuses des 26-28 août 1940 ; seul le Gabon demeure alors sous l'autorité de Vichy. Churchill et de Gaulle tentent ensuite de rallier Dakar et, avec elle, toute l'Afrique occidentale française (AOF), mais l'opération est un échec les 24-25 septembre 1940. En revanche, les Forces françaises libres (FFL) s'emparent du Gabon en novembre, au terme d'une brève campagne.

Ces ralliements assurent à la France libre des territoires où exercer son autorité, des ressources pour l'effort de guerre allié et des moyens humains pour étoffer les rangs des FFL. C'est l'occasion, également, d'affirmer la continuité et la souveraineté de la France en guerre, par la

¹⁹ Pierre Laborie et François Marcot (dir.) *Les comportements collectifs en France et dans l'Europe allemande. Historiographie, normes, prismes 1940-1945* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015

²⁰ Eric Jennings *La France libre fut africaine* Paris, Perrin 2014

création à Brazzaville, le 27 octobre 1940, d'un Conseil de défense de l'Empire, organe consultatif composé de gouverneurs de ces territoires, de chefs militaires et de personnalités de la France libre.

Surtout, De Gaulle profite de son séjour à Brazzaville, instituée capitale de la France libre, pour signer deux textes fondateurs : le manifeste du 27 octobre 1940 et la déclaration organique du 16 novembre, rédigée par le juriste Pierre Tissier. Il y affirme l'illégalité et l'inconstitutionnalité du « pseudo-gouvernement de Vichy », engagé depuis l'entrevue de Montoire du 24 octobre 1940 « dans la voie de la collaboration » avec l'Allemagne, et pose les fondements juridiques et doctrinaux de la France libre, dont la validité est fondée sur le libre consentement des Français.

Le ralliement de ces territoires acquis, il importe, pour de Gaulle, que pas une minute la France ne soit absente de la guerre. Cet engagement est aux dimensions de la guerre, c'est-à-dire mondial. Aux volontaires, venus de France, de l'Empire et de l'étranger, qui rallient l'étendard à croix de Lorraine, il annonce : « Vous voyagerez beaucoup, car il faut que, dans toutes les batailles, le drapeau de la France soit au premier rang ». Dès septembre 1940, des pilotes des Forces aériennes françaises libres (FAFL) sont engagés contre les chasseurs et bombardiers allemands dans le ciel d'Angleterre. Les marins des Forces navales françaises libres (FNFL) assurent, sur toutes les mers, des missions de protection des convois de leurs frères de la marine marchande, de surveillance et d'attaque qui les opposent aux sous-marins, aux bâtiments de surface et aux avions ennemis, de présence du pavillon national et de la croix de Lorraine. Enfin, les forces terrestres combattent en Afrique les forces italiennes qui menacent les Britanniques depuis leurs possessions coloniales. C'est l'épopée de Leclerc, qui conduira les Français libres de Koufra à Strasbourg.

La France est entrée en résistance.

Ainsi l'évoque, le 30 mars 1947, à Bruneval, sur la côte normande, le général de Gaulle. « En vérité, la Résistance française, c'était la défense nationale ! (...) qu'elle luttât dans les rangs de nos troupes des maquis ou dans ceux de nos grandes unités débarquées sur nos côtes, ou sur les mers, ou dans le ciel, qu'elle servît à découvert ou en secret (...), elle était l'effort de guerre de la nation luttant pour sa vie et pour celle des autres (...). Mais elle fut, et il fallait qu'elle fût, une et indivisible comme la France qu'elle défendait. C'est justement parce que la Résistance, c'est-à-dire la défense (...), une fois de plus dans notre histoire mais dans le plus extrême péril, a finalement et pour un temps reforge la solidarité française, qu'elle a sauvé non point seulement le présent, mais l'avenir de la nation, en faisant reflourir en elle, dans le sang et dans les larmes, la conscience de son unité »²¹.

Tristan Lecoq
Inspecteur général de l'Education nationale
Professeur des Universités associé (histoire militaire et maritime contemporaine)
à l'Université Paris Sorbonne

²¹ Charles de Gaulle, discours prononcé à Bruneval le 30 mars 1947 in *Discours et messages* t. II « Dans l'attente 1946-1958 » Paris, Plon 1970 p. 44-45